

## 8 Débats

# La Suisse saura-t-elle éviter le naufrage britannique?

**OPINION** L'Europe comporte deux îles, qui traversent des tourments similaires. Toutes deux veulent se distinguer de l'Union, mais aussi profiter de ses réussites. Pour ce faire, le Royaume-Uni a négocié un vaste contrat qui doit lui permettre de sortir sans dommage du club des vingt-sept, tandis que la Suisse a conclu un accord pour ne pas s'en couper tout en évitant le plus longtemps possible d'y entrer. Si la grande île géographique semble promise à des jours cruels, la petite île politique paraît capable de se tirer d'affaire. Toutefois, rien n'est joué. Effectuant les mêmes erreurs que leurs cousins insulaires, les Suisses se sont enfermés dans un souverainisme qui risque bien de faire échouer leur traditionnel pragmatisme.

Depuis toujours, les parentés culturelles entre les deux îles sont frappantes. Alors qu'elles ne parlent pas la même langue et que ni leurs trajectoires ni leurs systèmes politiques ne se ressemblent, elles entretiennent des rapports au monde comparables. Voilà deux sociétés marchandes, commerçantes, l'une enrichie par la conquête des mers, l'autre par le contrôle du Gothard, qui privilégient les affaires, la finance, le libéralisme et la responsabilité individuelle. Au fil du temps, toutes deux ont développé un sentiment de supériorité face au continent. Malgré sa disparition, l'Empire inscrit encore l'idée de puissance dans les gènes britanniques. Même quand elle dysfonctionne, la démocratie directe laisse croire aux Suisses que leurs décisions sont moralement supérieures à celles de leurs voisins.

**La Suisse a oublié qu'après avoir rejeté l'EEE, elle a couru à Bruxelles pour réclamer l'accès au marché européen**

Ces fondamentaux ont structuré les rapports à la construction européenne. Ainsi, l'Angleterre n'a jamais soutenu sa dimension politique. Après avoir tenté de faire de l'AELE une machine de guerre contre le marché commun, elle est entrée contrainte par ses difficultés économiques dans la Communauté, où elle a fonctionné comme un frein à l'intégration, multipliant les opting-out. La Suisse, elle, n'a jamais accepté la philosophie du projet. Combattant les régulations européennes, elle a longtemps entretenu une ingénierie du profit basée sur des pratiques peu glorieuses, telles que le statut du saisonnier, le secret bancaire ou le braconnage fiscal.

«Global au plan économique, local au plan politique», ce mantra des années 1960 semble d'ailleurs toujours valable pour un président de la Confédération qui préfère dialoguer avec Xi Jinping et Donald Trump qu'avec la Commission européenne.

Aujourd'hui, ce nationalisme est en train de se retourner contre ceux qui en ont abusé. Outre-Manche, le roman déliant d'un Royaume-Uni repartant seul à la conquête du monde a permis le Brexit. Puis, face au désastre, les Européens ont été rendus responsables de la rupture et de tous les maheurs britanniques depuis quarante ans. De son côté, la Suisse a oublié qu'après avoir rejeté l'EEE, elle a couru à Bruxelles pour réclamer l'accès au marché européen. Elle a aussi soigneusement rayé de sa mémoire le fait qu'elle a obtenu les accords bilatéraux en se présentant comme un futur membre du club. Elle n'a donc pas conscience que, faute d'adhésion, l'accord-cadre permet de pérenniser des

bricolages qui représentaient des solutions transitoires. En clair, c'est la Suisse qui est demanderesse. D'ailleurs, rien ne l'empêche de laisser moisir les relations avec l'Union, puis de faire cavalier seul.

Or elle vit dans une narration diamétralement opposée. C'est l'Europe la fautive. C'est elle, le monstre antidémocratique qui dicte sa loi, s'impatiente et ne respecte pas les choix helvétiques. Dans ce récit, les peuples européens n'existent pas. Seul compte le peuple suisse, qui doit pouvoir jouer à sa guise sur le marché européen en ignorant les règles qui lui déplaisent. Le renversement des faits est devenu si complet qu'une part de la gauche fait désormais de l'UE un ogre néolibéral, comme si la Suisse était depuis toujours une brave petite République socialiste au service des travailleurs.

Certes, l'accord-cadre mérite des éclaircissements. A cet égard, les questions des syndicats sont légitimes. Mais les problèmes techniques et juridiques sont solubles. En revanche, le grand défi est de rétablir les vérités historiques torpillées par les populistes. Dans l'immédiat, il est fascinant de voir la petite île glisser sur la même pente que la grande, sans même s'en rendre compte. Imitant les Communes, le Conseil des Etats décrète unilatéralement que l'accord conclu doit être renégocié. Plagiant le Royaume-Uni, le pays rejette les responsabilités de ses divisions sur l'Union. Aujourd'hui, les discours que les Suisses tiennent sur l'Europe conduisent au naufrage. Sauront-ils en changer? Avant qu'il ne soit trop tard? ■

FRANÇOIS CHERIX  
COPRÉSIDENT DU NOMES



# Elevons le débat sur le langage inclusif!

**OPINION** Utiliser le langage pour avancer dans l'égalité des sexes est-il un «délire d'intellectuels»? Ces derniers mois, les débats – surtout en France – sur le langage inclusif ont fait rage, mais nous semblent malheureusement souvent cloisonnés dans des discussions très affectives. Après la récente prise de position de l'Académie française – qui finalement «accepte» la féminisation des noms de métiers –, nous souhaitons apporter à ce débat un point de vue scientifique, basé sur des faits, et non sur le refus ou l'acceptation a priori de nouvelles pratiques sociales et langagières.

Dans cette perspective, nous sommes très étonnés par le peu de rigueur scientifique de quelques collègues, et autres personnalités, qui expriment leur opinion sur le sujet dans les médias. A l'instar des propos récents de Jean Szymowicz et Xavier-Laurent Salvador parus dans *Le Figaro* sous le titre: «Imaginer que modifier l'orthographe va empêcher un salopard de battre sa femme, c'est un délire d'intellectuels!», ces opinions illustrent souvent de manière caricaturale un certain manque de rigueur de raisonnement.

Ces personnes ignorent – consciemment ou non – deux éléments essentiels du débat, qui invalident la quasi-totalité de leurs arguments. Le premier élément est d'ordre historique, relatif à l'histoire de la masculinisation du langage, et le second est d'ordre scientifique: il est bien connu que les mots façonnent – en partie, bien sûr – la pensée, et des recherches récentes apportent des données empiriques qui ne peuvent être ignorées.

Premièrement, la féminisation du langage n'est ni une tentative «utopique» de «rendre la langue pure», ni une «entreprise de contrôle moral du discours», comme l'affirme Jean Szymowicz et Xavier-Laurent Salvador. De fait, le terme féminisation est inapproprié: il conviendrait de parler de reféminisation ou de démasculinisation. C'est une distinction cruciale, car la langue française a subi trois vagues importantes de masculinisation: une aux XIIIe-XIVe siècles, une au XVIIe siècle, et une dernière entre la fin du XIXe siècle et la

moitié du suivant. C'est durant les deux dernières vagues que nombre de termes féminins couramment utilisés ont été condamnés (autrice, médecine, professeuse...), pour signaler aux femmes que ces activités étaient réservées aux hommes.

Nous invitons les personnes intéressées par l'histoire de la langue française à consulter notamment les travaux d'Eliane Viennot ou de Bernard Cerquiglini. Parallèlement, cer-

**De fait, le terme féminisation est inapproprié: il conviendrait de parler de reféminisation ou de démasculinisation**

taines règles grammaticales donnant au masculin une valeur dominante ont vu le jour, formulées sur un mode aristocratique («le genre masculin étant le plus noble, [il] doit prédominer toutes fois que le masculin et le féminin se trouvent ensemble», Vaugelas, 1647), puis républicain («le masculin l'emporte sur le féminin»). La reféminisation ou démasculinisation vise donc à accompagner les progrès de l'égalité sociale entre femmes et hommes, objectif qui, de nos jours, n'est plus contesté que par une minorité conservatrice. Elle est de plus appuyée par des résultats d'études scientifiques, et pas seulement par un parti pris idéologique.

Deuxièmement, un nombre important de recherches scientifiques récentes en sciences sociales attestent de l'impact positif des formes dites inclusives sur la construction identitaire des enfants et les perceptions des

chances de succès des femmes dans la société, notamment. Dans ces travaux, il n'existe pratiquement aucune controverse sur l'effet de l'utilisation du masculin comme valeur par défaut: cet usage contraint indéniablement notre cerveau à voir le monde au travers d'un prisme androcentrique, c'est-à-dire considérant les hommes comme majoritaires et constituant une norme inélabable.

Il est vrai, par contre, que les formes inclusives ne vont pas, comme le critiquent certains, «rendre les rues plus sûres», et que «remplacer le mot «auteur» par «autrice» pour parler d'une femme ne retiendra pas le bras d'un mari violent», au même titre que la condamnation des propos racistes n'empêche toujours pas certaines personnes de lancer des bananes sur les terrains football. Mais si le langage inclusif peut contribuer à encourager la confiance et la perception du succès des filles dans certaines activités professionnelles où l'égalité n'est pas respectée, il nous paraît évident que cela doit être soutenu sans réserve.

Pour conclure, nous souhaitons souligner que les débats sur le langage inclusif sont nécessaires, et qu'il est important que ceux-ci s'imprègnent de la recherche scientifique sur le sujet. Nous aimerions surtout que les personnes souhaitant intervenir dans le débat le fassent de manière documentée et rigoureuse, ce qui, jusqu'à présent, n'a de loin pas toujours été le cas. ■

PASCAL GYGAX EQUIPE DE  
PSYCHOLINGUISTIQUE ET  
PSYCHOLOGIE SOCIALE  
APPLIQUÉE DE L'UNIVERSITÉ DE  
FRIBOURG



PASCAL WAGNER-EGGER EQUIPE  
DE PSYCHOLINGUISTIQUE ET  
PSYCHOLOGIE SOCIALE  
APPLIQUÉE DE L'UNIVERSITÉ DE  
FRIBOURG



# 70e anniversaire de l'entrée de la Suisse à l'Unesco

**INCIDENCES** Hier, le DFAE a célébré le 70e anniversaire de l'entrée de la Suisse à l'Unesco. Héritière du Comité des intellectuels créé par la Société des Nations, l'Unesco est devenue en 1946 une institution spécialisée des Nations unies à leur début. Comme on le sait, la Suisse avait décidé au lendemain de la guerre de se tenir à l'écart de la nouvelle organisation mondiale pour des raisons liées à la neutralité; cependant, la nouvelle entité était expressément ouverte à des Etats non-membres des Nations unies. Destinée à promouvoir la paix par la science, l'éducation et la culture, l'Unesco offrait un champ d'action dans lequel la Suisse voyait l'occasion d'approfondir la coopération internationale sans verser dans des débats politiques.

**Obtenant rapidement l'aval du Conseil économique et social de l'ONU, la Suisse a d'abord été observatrice puis membre de plein droit à partir de 1949.** D'emblée, elle y a mis en évidence les hommes et les femmes qui assuraient l'excellence de sa vie culturelle et scientifique et de son système éducatif. Le Bureau international d'éducation qui existait à Genève et avait pour vocation de comparer les méthodes d'enseignement des divers pays membres fut bientôt placé sous l'égide de l'organisation établie à Paris tout en demeurant autonome. La France menait alors une politique déterminée d'Etat hôte cherchant à attirer à elle le siège d'organisations internationales. Elle voulait éviter que celles-ci ne portent trop exclusivement l'empreinte du monde anglo-américain et souhaitait que la Suisse adopte un profil plus marqué, lui laissant entrevoir qu'un homme ayant la stature d'un Jean Piaget pourrait succéder au savant britannique Julian Huxley au poste de directeur général de l'Unesco...

**En réalité, Piaget devint membre du conseil exécutif de l'organisation.** Jusqu'en 1997, cette fonction sera exercée par des personnalités choisies en raison de leurs compétences et de leur renommée internationale et non pas par les Etats; la philosophe Jeanne Hersch sera à son tour élue au conseil exécutif de l'organisation. La Suisse a généralement joué un rôle en vue au sein de l'organisation, qui lui a tenu lieu d'ersatz à l'ONU jusqu'à ce qu'elle y adhère en 2002. L'Unesco relaie son action au sein des milieux académiques, scientifiques et culturels des pays membres par le biais de commissions nationales créées à cette fin.

**Secouée par diverses crises, l'Unesco n'a pas échappé à la politisation de ses programmes ni au saupoudrage de ses financements inhérent à la composition universelle de ses Etats membres.** Ayant à sa tête Audrey Azoulay, ancienne ministre française de la Culture, elle est actuellement en phase de réforme après le départ des Etats-Unis. La Suisse tente de revenir cette année au conseil exécutif, où elle n'est plus représentée depuis douze ans. C'est en fait une organisation hybride – cherchant à élargir l'état des connaissances humaines, à répondre aux grands défis contemporains sur le plan intellectuel et servant simultanément à la redistribution des ressources comme toute organisation classique de coopération au développement. Elle associe le secteur privé à ses programmes tout en veillant à préserver son intégrité.

**Sans avoir le prestige ni l'autorité dont elle jouissait à l'origine auprès du grand public, elle remplit pourtant assidûment ses tâches.** Dans le domaine de l'éducation, par exemple, elle ne peut guère rivaliser avec la Banque mondiale, qui dispose de moyens considérables et pilote des projets de grande ampleur. Mais l'Unesco a encore le monopole de la protection du patrimoine, même si à force de classer les monuments par dizaines, elle dévalue la qualité de cette distinction. Par contre, l'idée relativement récente de protéger le patrimoine immatériel de l'humanité a renouvelé cette forme de liste d'excellence. Pour la Suisse, elle a été un banc d'essai de la diplomatie multilatérale de type onusien et, à ce titre, constitue une expérience de grande valeur. ■

FRANÇOIS NORDMANN



## SUR LES BLOGS

Les grandes entreprises mondiales du pétrole au Vatican...

«Avec les attaques contre les pétroliers au large du détroit d'Ormuz, nous devenons de plus en plus conscients de la fragilité de notre économie reposant sur le pétrole. Et voilà que le gentil Nounours Pompeo veut nous faire avaler un serpent dangereux: c'est l'Iran qui en est responsable!», écrit sur son blog la sociologue Christine von Garnier. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse <https://blogs.letemps.ch/>